

MTN Home Surfez comme vous le souhaitez

50Go offerts

MTN HomeBox 20% de Bonus sur vos souscriptions

RDV en agence

MTN

Convention Ppa-Ci

Les 10 engagements de Gbagbo un vrai condensé de propositions fortes

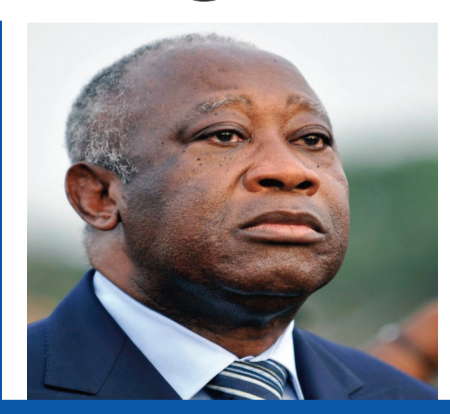


“Une fois de plus, une fois encore, j’accepte d’être votre candidat et aller à la bataille parce qu’il s’agit de la Côte d’Ivoire et il s’agit de l’Afrique. La Côte d’Ivoire, c’est chez nous, l’Afrique c’est chez nous”, Laurent Gbagbo.

Notre dignité avant tout

Un nouveau duel Gbagbo-Ouattara

issue que le pays est habitué aux violations de la loi par ses gouvernants. Ces mises en scène de liesse vont accréditer l’expression d’une volonté populaire supérieure en faveur du chef de l’Etat qui a éliminé tout concurrent possible au sein de son propre camp. Ainsi, après une série de meetings organisés par le parti du président Ouattara pour préparer les esprits à sa prochaine candidature, c’est maintenant le «peuple» qui a la parole dans le cadre de cérémonies d’hommages entièrement téléguidées de bout en bout par le régime. Ainsi, le samedi 27 avril dernier, plusieurs milliers de personnes représentant les populations Atchans et Akyé et leurs différents alliés ont exprimé leur indéfectible attachement à Alassane Ouattara à Songon, à 43,4 km d’Abidjan.



PREND LE CONTROLE ! LANCE ET SUIS TES PUBS AdAfri

Depuis ton tableau de bord

Politique

Convention Ppa-Ci

Le «restaurant» Rhdp devient boulangerie selon Gbagbo



Laurent Gbagbo pour un mandat unique de 5 ans: «Une fois de plus, une fois encore, j'accepte d'être votre candidat pour aller à la bataille. Parce qu'il s'agit de la Côte d'Ivoire et il s'agit de l'Afrique. C'est chez nous ! L'Afrique c'est chez nous ! La Côte d'Ivoire c'est chez nous ! Eh nous ne pouvons pas laisser les autres se battre pour nous. Nous devons nous battre pour nous mêmes...Je vous le dis, en vérité, en vérité: sans combats, nos pays n'auront rien. Vous croyez que quand nous nous bâtons à longueur d'années, quand nous allons en prison, c'est parce que nous aimons la prison ?

C'est parce qu'il y'a des combats à mener».Parlant de la CEI, le candidat du PPA-CI a dit qu'il y'a parmi ses membres des hommes (il n'a pas parlé des femmes), qui ont faim. «Il faut changer la structuration de la CEI. Parce qu'il y a à l'intérieur, trop de personnes qui ont faim. Ces derniers se reconnaîtront et diront "ah, Gbagbo m'a dénoncé », a dit l'ex président ivoirien.Selon lui, avec du pain, ces membres qui ont faim peuvent cesser d'être neutres. Or pour avoir du pain, il faut aller à la boulangerie. C'est alors qu'il a invité à regarder du côté du pouvoir qui a la boulangerie, dans une sé-

quence très applaudie où il n'a cependant pas directement prononcé le nom du Rhdp ni de Ouattara.Surnommé lui même boulanger par feu le "général Guéi Robert" en son temps, pour savoir l'art de rouler et mélanger la farine ou d'enfariner, de tromper les gens , Laurent Gbagbo indexe ainsi le pouvoir Rhdp comme propriétaire de boulangerie, c'est à dire pourvoyeur de nourriture...donnant un autre des sens de la question...Quand un boulanger dévoile une boulangerie d'à côté....., ça promet pour 2025

Avec l'IA

Les 10 engagements de Gbagbo un vrai condensé de propositions fortes



"Une fois de plus, une fois encore, j'accepte d'être votre candidat et aller à la bataille parce qu'il s'agit de la Côte d'Ivoire et il s'agit de l'Afrique. La Côte d'Ivoire, c'est chez nous, l'Afrique c'est chez nous", Laurent GbagboNous reviendrons de faction plus détaillée sur les 10 propositions de Laurent Gbagbo pour changer la Côte-d'Ivoire. Mais voici un aperçu à déguster pour vous.

Éducation- Logement – Diplomatie – Justice...
Entre autres

- Je m'engage à désendetter la Côte d'Ivoire. Ça, je sais faire un peu. Certains croient que gérer un pays, c'est une affaire d'économistes"
- Un référendum pour que les Ivoiriens se prononcent sur l'octroi de la nationalité ivoirienne aux étrangers de longue durée.
- La réduction des régions à 10
- Communalisation intégrale de la Côte d'Ivoire
- Un audit de la dette de la CI et un plan d'endettement quinquennal ... il n'y aura plus d'endettement sauvage
- École gratuite à la base
- Appel à candidature pour les postes de magistrats dans les hautes juridictions sensibles





Tourisme

La Première Dame parraine le 60ème anniversaire du Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire



La Première Dame, Madame Dominique Ouattara, a parrainé la célébration du soixantième anniversaire du Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire, lors d'une cérémonie spéciale qui s'est tenue le mardi 7 mai 2024. L'événement s'est déroulé au Palais des Congrès du Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire et a accueilli de nombreuses personnalités de marque, dont le Premier Ministre Beugré Mambé Robert, le Ministre des Sports et du Cadre de vie, M. Siandou Fofana, le Ministre du Tourisme et des Loisirs, ainsi que d'autres personnalités importantes. L'Hôtel Ivoire a été inauguré le 7 septembre 1963. Né de l'esprit visionnaire du Président Félix Houphouët-Boigny, ce fleuron de l'hôtellerie ivoirienne est l'image de la Côte d'Ivoire résolument tournée vers le développement et la modernité. De ce fait, Madame Dominique Ouattara, marraine de l'événement, a tenu à saluer la contri-

bution notable de ce patrimoine national à la grandeur de la Côte d'Ivoire. « (...) En effet, l'Hôtel Ivoire, tant par son architecture, sa qualité de service et son histoire, a toujours été un des symboles de la grandeur de la Côte d'Ivoire. Depuis sa mémorable inauguration le 07 septembre 1963, cet édifice accueille année après année ; autant d'importants sommets internationaux, que de prestigieux événements humanitaires, culturels ou artistiques. (...) En 60 ans, d'éminents Chefs d'Etats et des personnalités du monde entier se sont succédé dans ces murs. Que de merveilleux souvenirs et des instants de vie inoubliables !», a rappelé Madame Dominique Ouattara. L'épouse du Chef de l'Etat a terminé en encourageant les contributeurs et bâtisseurs de la réputation de l'Hôtel Ivoire à continuer à faire briller l'image du pays à travers la qualité de son service hôtelier. bM.

Moussa Sanogo, Ministre du Patrimoine, du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques, a également rendu un hommage appuyé aux femmes et aux hommes qui ont contribué à faire du Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire, un lieu d'excellence. Il a terminé en émettant une réflexion sur la préservation du patrimoine. Ainsi, pour ce dernier, l'avenir du Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire ne sera radieux que si les différents acteurs impliqués dans la gestion de ce patrimoine touristique, arrivent à relever l'hôtel à la hauteur des exigences de la clientèle. Madame Maferrima Diarrassouba, Présidente du Conseil d'Administration (PCA) de la Société Nationale du Patrimoine Immobilier de l'Etat (SONAPIE), a quant à elle, présenté le village Ivoire en relevant les grandes dates qui ont marquées la construction et l'histoire du Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire. Madame

Nelly Ouassenan, Adjointe au Maire de Cocody, a soutenu que la commune de Cocody s'honore de la présence de cette perle touristique, 1er et unique hôtel 5 étoile de la Côte d'Ivoire. Pour cette dernière, l'Hôtel Ivoire est unique car il est tout à la fois, un lieu de rencontre et de loisir. Elle a terminé en remerciant les organisateurs d'avoir associé la mairie de Cocody à ce jubilé de diamant. La cérémonie a été marquée par une exposition de photos et la diffusion d'un film institutionnel retraçant les 60 ans d'histoire de l'Hôtel Ivoire, des prestations artistiques, ainsi qu'un cocktail offert aux invités. Cette célébration a été l'occasion de rendre hommage à l'histoire prestigieuse du Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire, véritable institution de la vie culturelle et touristique en Côte d'Ivoire



Politique

En Côte-d'Ivoire Ouattara suivra-t-il les conseils de Macky Sall ? Ou à la manœuvre pour un 4^e mandat ?



au profit d'une transition politique. Moi ou le chaos Cette fois, c'est au fur et à mesure de meetings de soutien minutieusement scénarisés et des cérémonies d'hommage qui le sont tout autant dans diverses régions du pays qu'Alassane Ouattara prépare l'annonce officielle de sa candidature à un 4^e mandat. Les Ivoiriens ne se font d'ailleurs d'autant moins d'illusions sur une telle issue que le pays est habitué aux violations de la loi par ses gouvernants. Ces mises en scène de liesse vont accréditer l'expression d'une volonté populaire supérieure en faveur du chef de l'Etat qui a éliminé tout concurrent possible au sein de son propre camp. Ainsi, après une série de meetings orga-

En Côte-d'Ivoire, les nombreuses cérémonies quasi quotidiennes, d'hommages au Président de la République, rappellent que nous sommes dans un pays qui n'a pas été touché par la providence venue de Dakar, l'exemple venu du Sénégal. Tout le folklore haut en couleurs que nous observons à Abidjan et un peu partout dans le pays, laissent entendre qu'Alassane Ouattara veut demeurer au pouvoir jusqu'à sa mort, comme son idole, le 1^{er} Président de la République de Côte-d'Ivoire de 1960 à 1993, Félix Houphouët-Boigny.

Certains espèrent néanmoins que la lucidité qui a prévalu chez Macky Sall au dernier moment, rattrapera Alassane Ouattara. Car, aujourd'hui, avec la géopolitique que nous connaissons, ni les Ivoiriens, ni la Cedeao, encore moins la France ou l'Union européenne, personne n'a intérêt à ce que la Côte-d'Ivoire bascule dans la violence à cause d'un vieillard qui a oublié que son heure de partir à sonner depuis belles lurettes.

Alassane Ouattara prépare l'annonce officielle de sa candidature à un 4^e mandat. Jamais trois sans quatre. Le président ivoirien Alassane Ouattara qui devrait briguer un quatrième mandat à la tête de la Côte d'Ivoire en 2025 en surfant sur la victoire de l'équipe de football ivoirienne à la CAN 2024. Comme il y a cinq ans, cette candidature sera inédite au regard de la constitution ivoirienne qui limite les mandats présidentiels à deux. Or Alassane Ouattara est à la tête de la Côte d'Ivoire depuis le 11 avril 2011. Son deuxième et dernier mandat prenait officiellement fin en 2020.

Il avait d'ailleurs fallu la mort subite de son Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, intervenue à quatre mois du scrutin, pour que le dirigeant ivoirien revienne dans la course, déclenchant une série de violences à travers tout le pays. Ces heurts avaient fait officiellement 85 morts et plus de 500 blessés selon des sources gouvernementales.

Plusieurs opposants avaient été arrêtés, notamment au domicile du président du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), Henri Konan Bédié, porté à la tête d'un Conseil national de la transition (CNT) par l'opposition qui avait choisi de boycotter le scrutin. Le CNT mettait surtout fin au mandat du président Ouattara

nisés par le parti du président Ouattara pour préparer les esprits à sa prochaine candidature, c'est maintenant le « peuple » qui a la parole dans le cadre de cérémonies d'hommages entièrement télévisées de bout en bout par le régime. Ainsi, le samedi 27 avril dernier, plusieurs milliers de personnes représentant les populations Atchans et Akyé et leurs différents alliés ont exprimé leur indéfectible attachement à Alassane Ouattara à Songon, à 43,4 km d'Abidjan. Celles de la région de l'Agneby-Tiassa devaient suivre le 4 mai prochain à Agboville où Laurent Gbagbo a récemment tenu sa « Fête de la Renaissance ». Pour déplacer ces foules sur les lieux de la manifestation, le régime via ses argentiers, directeurs généraux d'administration publique, privés et élus mobilise des dizaines de millions de francs CFA pour assurer la logistique et mettre les manifestants à l'aise en leur assurant per diem et argent de poche.

Pourtant, l'hostilité politique n'est plus

vraiment la même. Car contrairement à 2020, la candidature de l'ex-président, Laurent Gbagbo, expulsé du fichier électoral, officiellement pour sa responsabilité dans le cas de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao) durant la crise post électorale, mais en fait parce qu'il fait peur au régime de Ouattara, a paradoxalement rendu légitime celle de son adversaire. À 80 ans lorsque le scrutin présidentiel aura lieu, Gbagbo n'était plus attendu sur la ligne de départ, fatigué après sa longue détention à la prison de la Cour pénale internationale (CPI) et partisan d'une limitation de l'âge lors de l'élection présidentielle. Ce qui était d'ailleurs le cas avant qu'un référendum, promu par le président Ouattara, qui aura 83 ans à la prochaine Présidentielle, n'abroge cette disposition. Laurent Gbagbo espère maintenant qu'Alassane Ouattara va entendre raison et rendre possible son éligibilité en 2025 comme lui-même l'avait fait à son égard grâce à l'article 48 de la constitution. Mais pour l'heure, le président ivoirien n'a toujours pas répondu au courrier du Parti des peuples Africains (le parti de Laurent Gbagbo) qui l'invite, depuis le 15 mars, à une négociation sur le sujet. La perspective de ce match retour ne rassure pas tout le monde dans le pays mais pour Edwige K, « c'est la seule façon d'assurer la paix lors de l'élection présidentielle à venir ».

La violence électorale menaçante

En réalité, il faudrait plus que la participation de Gbagbo à la prochaine élection présidentielle pour gager la pacification du processus électoral. La Commission électorale penche en effet largement du côté du régime qui a le plus grand nombre de représentants et à qui profite également le découpage électoral fait sur mesure par une administration dévouée au RHDP. A cela, il faut ajouter le fichier électoral national, notamment ses millions de doublons et d'anomalies diverses dénoncés en septembre 2023 par la responsable des Sentinelles anti-fraude électorale (SAFE) du PPA-CI, Me Habiba Touré.

En Côte d'Ivoire, le jeu politique tourne essentiellement autour des leaders des principaux partis politiques. De sorte que, en l'absence d'Henri Konan Bédié décédé le 1^{er} août 2023, l'élection présidentielle de l'année prochaine est déjà perçue comme la revanche du deuxième tour de l'élection de 2010 qui avait déjà opposé Gbagbo et Ouattara. Et les partisans de l'ancien qui rêvent du remake de cette opposition sont particulièrement déterminés à forcer la main au président ivoirien.

La pauvreté de l'offre politique

Treize ans après son retour en première

ligne, l'ancien président ivoirien retrouve cependant une Côte d'Ivoire qui a prouvé son dynamisme économique avec la construction de maintes infrastructures publiques.

Mais le pays n'a toujours pas franchi un cap sur le plan social.

En dépit des chiffres du gouvernement qui sont souvent sujets à caution, la masse des pauvres se situe entre 40 et 50% de la population nationale dont 65% de femmes. Les jeunes sont les plus touchés par le chômage puisque sur plus de 60% de demandeurs d'emploi inscrits à l'office national de demandeurs d'emplois, 91% sont jeunes et sans qualification.

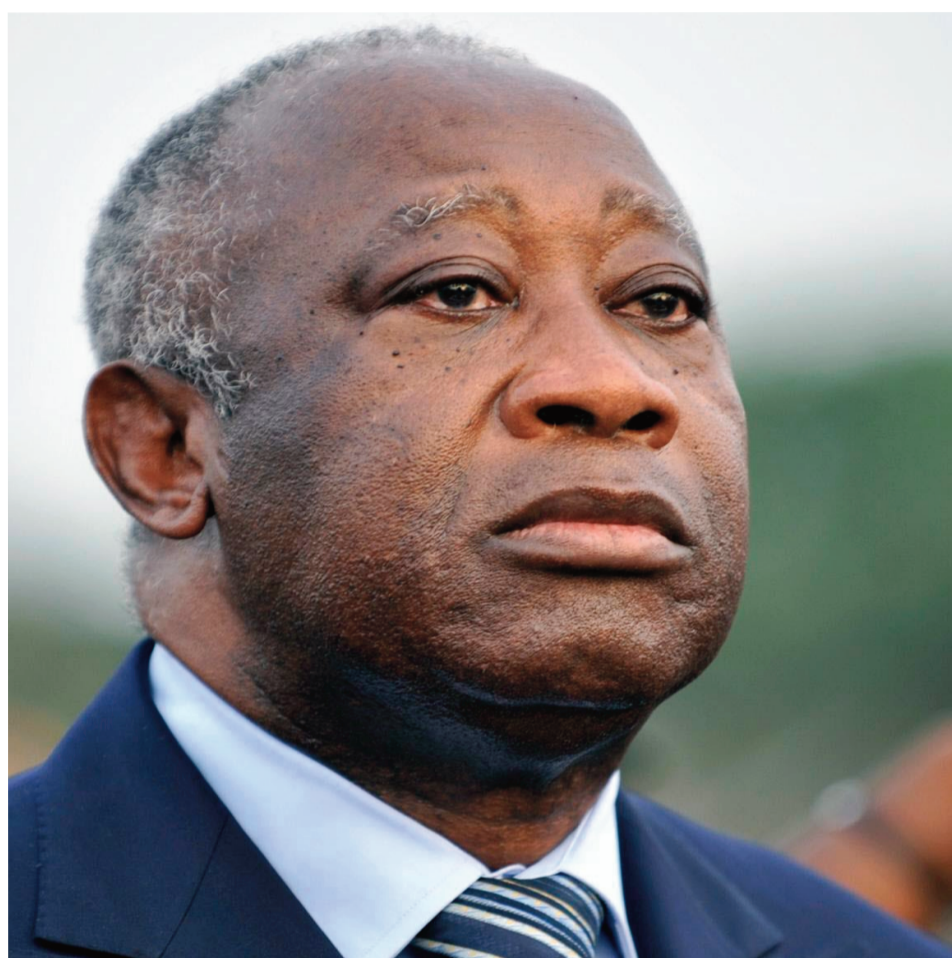
Pourtant, ces questions sont rarement au cœur des débats publics en Côte d'Ivoire, à l'exception de l'épineuse question du surendettement, qui se chiffre à 25.000 milliards, se traduit par un service de la dette égal à 68% de ses recettes fiscales.

La redaction de Mondafrique –

Alassane Ouattara prépare l'annonce officielle de sa candidature à un 4^e mandat. Jamais trois sans quatre. Le président ivoirien Alassane Ouattara qui devrait briguer un quatrième mandat à la tête de la Côte d'Ivoire en 2025 en surfant sur la victoire de l'équipe de football ivoirienne à la CAN 2024. Comme il y a cinq ans, cette candidature sera inédite au regard de la constitution ivoirienne qui limite les mandats présidentiels à deux. Or Alassane Ouattara est à la tête de la Côte d'Ivoire depuis le 11 avril 2011. Son deuxième et dernier mandat prenait officiellement fin en 2020. Il avait d'ailleurs fallu la mort subite de son Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, intervenue à quatre mois du scrutin, pour que le dirigeant ivoirien revienne dans la course, déclenchant une série de violences à travers tout le pays. Ces heurts avaient fait officiellement 85 morts et plus de 500 blessés selon des sources gouvernementales. Plusieurs opposants avaient été arrêtés, notamment au domicile du président du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), Henri Konan Bédié, porté à la tête d'un Conseil national de la transition (CNT) par l'opposition qui avait choisi de boycotter le scrutin. Le CNT mettait surtout fin au mandat du président Ouattara au profit d'une transition politique. Moi ou le chaos Cette fois, c'est au fur et à mesure de meetings de soutien minutieusement scénarisés et des cérémonies d'hommage qui le sont tout autant dans diverses régions du pays qu'Alassane Ouattara prépare l'annonce officielle de sa candidature à un 4^e mandat. Les Ivoiriens ne se font d'ailleurs d'autant moins d'illusions sur une telle issue que le pays est habitué aux viola-



@ Un nouveau duel Gbagbo-Ouattara



tions de la loi par ses gouvernants. Ces mises en scène de liesse vont accréditer l'expression d'une volonté populaire supérieure en faveur du chef de l'Etat qui a éliminé tout concurrent possible au sein de son propre camp. Ainsi, après une série de meetings organisés par le parti du président Ouattara pour préparer les esprits à sa prochaine candidature, c'est maintenant le «peuple» qui a la parole dans le cadre de cérémonies d'hommages entièrement téléguidées de bout en bout par le régime. Ainsi, le samedi 27 avril dernier, plusieurs milliers de personnes représentant les populations Atchans et Akyé et leurs différents alliés ont exprimé leur indéfectible attachement à Alassane Ouattara à Songon, à 43,4 km d'Abidjan. Celles de la région de l'Agneby-Tiassa devraient suivre le 4 mai prochain à Agboville où Laurent Gbagbo a récemment tenu sa « Fête de la Renaissance ». Pour déplacer ces foules sur les lieux de la manifestation, le régime via ses argentiers, directeurs généraux d'administration publique, privés et élus mobilise des dizaines de millions de francs CFA pour assurer la logistique et mettre les manifestants à l'aise en leur assurant per diem et argent de poche. Pourtant, l'hostilité poli-

tique n'est plus vraiment la même. Car contrairement à 2020, la candidature de l'ex-président, Laurent Gbagbo, expulsé du fichier électoral, officiellement pour sa responsabilité dans le casse de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao) durant la crise post électorale, mais en fait parce qu'il fait peur au régime de Ouattara, a paradoxalement rendu légitime celle de son adversaire. À 80 ans lorsque le scrutin présidentiel aura lieu, Gbagbo n'était plus attendu sur la ligne de départ, fatigué après sa longue détention à la prison de la Cour pénale internationale (CPI) et partisan d'une limitation de l'âge lors de l'élection présidentielle. Ce qui était d'ailleurs le cas avant qu'un référendum, promu par le président Ouattara, qui aura 83 ans à la prochaine Présidentielle, n'abroge cette disposition. Laurent Gbagbo espère maintenant qu'Alassane Ouattara va entendre raison et rendre possible son éligibilité en 2025 comme lui-même l'avait fait à son égard grâce à l'article 48 de la constitution. Mais pour l'heure, le président ivoirien n'a toujours pas répondu au courrier du Parti des peuples Africains (le parti de Laurent Gbagbo) qui l'invite, depuis le 15 mars, à une négociation sur le sujet. La perspective de

ce match retour ne rassure pas tout le monde dans le pays mais pour Edwige K, «c'est la seule façon d'assurer la paix lors de l'élection présidentielle à venir».

La violence électorale menaçante

En réalité, il faudrait plus que la participation de Gbagbo à la prochaine élection présidentielle pour gager la pacification du processus électoral. La Commission électorale penche en effet largement du côté du régime qui a le plus grand nombre de représentants et à qui profite également le découpage électoral fait sur mesure par une administration dévouée au RHDP. A cela, il faut ajouter le fichier électoral national, notamment ses millions de doublons et d'anomalies diverses dénoncés en septembre 2023 par la responsable des Sentinelles anti-fraude électorale (SAFE) du PPA-CI, Me Habiba Touré. En Côte d'Ivoire, le jeu politique tourne essentiellement autour des leaders des principaux partis politiques. De sorte que, en l'absence d'Henri Konan Bédié décédé le 1er août 2023, l'élection présidentielle de l'année prochaine est déjà perçue comme la revanche du deuxième tour de l'élection de 2010 qui avait déjà opposé Gbagbo et Ouattara.

Et les partisans de l'ancien qui rêvent du remake de cette opposition sont particulièrement déterminés à forcer la main au président ivoirien.

La pauvreté de l'offre politique

Treize ans après son retour en première ligne, l'ancien président ivoirien retrouve cependant une Côte d'Ivoire qui a prouvé son dynamisme économique avec la construction de maintes infrastructures publiques.

Mais le pays n'a toujours pas franchi un cap sur le plan social.

En dépit des chiffres du gouvernement qui sont souvent sujets à caution, la masse des pauvres se situe entre 40 et 50% de la population nationale dont 65% de femmes. Les jeunes sont les plus touchés par le chômage puisque sur plus de 60% de demandeurs d'emploi inscrits à l'office national de demandeurs d'emplois, 91% sont jeunes et sans qualification. Pourtant, ces questions sont rarement au cœur des débats publics en Côte d'Ivoire, à l'exception de l'épineuse question du surendettement, qui se chiffre à 25.000 milliards, se traduit par un service de la dette égal à 68% de ses recettes fiscales.



Sékou Djiba, militant du RHDP

Politique

Procès Miguel-cocaïne en Côte-d'Ivoire: 13 accusés écopent de 10 ans de prison



13 accusés, dont le chef de la police de San Pedro, condamnés à 10 ans de prison ce 7 mai. Les juges ont tranché dans le procès d'un réseau de narcotrafiquants et condamné 13 des 23 accusés, dont l'Espagnol Miguel Angel Devesa Mera et des responsables de San Pedro, à 10 ans de prison. C'est la fin d'un procès retentissant qui a capté l'attention en Côte d'Ivoire. Après plus de trois mois d'audiences ponctuées d'auditions et de confrontations, le tribunal du pôle pénal économique et financier d'Abidjan a rendu son verdict le 7 mai. Initialement prévu à 8h30, l'audience a débuté plus d'une heure plus tard, dans une petite salle très vite débordée. 23 accusés, dont 4 sociétés, comparaissaient pour trafic international de cocaïne, associations de malfaiteurs, coups et blessures et fraude fiscale. Conseiller régional, chef

de la base navale...Le tribunal a finalement reconnu coupable de trafic international de cocaïne 13 personnes, dont Miguel Angel Devesa Mera considéré comme le cerveau du réseau, et les a condamnées à 10 ans de prison. Une peine qui concerne également le Colombien Gustavo Alberto Valencia Sepulveda, considéré comme « le notaire certificateur » (chargé de la vérification de la qualité de la cocaïne et à sa surveillance), ainsi que les Espagnols Picabea Carnes Aitor, l'associé de Miguel Angel Devesa Mera dans la société-écran Kibor Africa et Muniz Cadabal dit « Virus ». Contenu sponsorisé Proposé par SKY-KAPITAL Le rôle pivot de l'infrastructure routière Des cadres de San Pedro ont été condamnés à la même peine, à savoir le conseiller régional César Ouattara, le chef de la base navale Guy Serge Lella Kouassi et le

commissaire Dosso Karamoko, chef de la police criminelle. L'homme d'affaires franco-ivoirien d'origine libanaise Hussein Taan, le gérant de l'enseigne de pâtisserie Des gâteaux et du pain et cofondateur du restaurant Pasta e Pizza, et son cuisinier Priolo Bartolo, ont également été condamnés à 10 ans de prison. « L'accusé numéro un » Miguel Angel Devesa Mera a, en outre, écopé de 50 millions de F CFA d'amende, et 60 milliards de F CFA de dommages et intérêts à verser à l'État.

Un seul prévenu relaxé

Pour complicité dans ce même trafic, Marcelle Akpoué Assa-Bla, la gérante de Kibor Africa, et Yannick Agrey Dago, ex-directeur régional de la Compagnie ivoirienne d'électricité (CIE), ont été respectivement condamnés à 5 ans et 36 mois

de prison. Reconnu coupable de fraude fiscale, l'homme d'affaires français Dominique Amata et l'Italien Maurizio Coco, un ingénieur en bâtiment, écopent de 24 mois de prison et d'amendes de 30 millions de F CFA. Les entreprises accusées, dont 911 sécurité, Pasta e Pizza et Italia services, sont également condamnées à verser d'importantes amendes. Un seul prévenu, le lieutenant Lamand Bakayoko, a obtenu la relaxe du tribunal. L'ex-chef de la Direction de la police des stupéfiants et des drogues (DPSD) de San Pedro avait en effet été disculpé par Miguel Angel Devesa Mera lors des auditions. Le tribunal a donné 20 jours aux accusés pour faire appel de leurs condamnations, et trois mois pour verser leurs amendes.

Jeune-Afrique



PREND
LE CONTROLE!

LANCE
ET SUIS
TES
PUBS

Depuis ton
tableau de bord

Adafri



Politique

Côte d'Ivoire, la filière cacao face à "la gestion opaque" du Conseil café-cacao

Dans un courrier disponible mais très peu partagé, probablement parce qu'il était destiné au président de l'Assemblée nationale, Pascal Affi N'guessan dézingue les patrons de la filière ivoirienne du cacao, le fameux Conseil café-cacao, en exposant l'incompétence et la mauvaise gouvernance dont ses cadres se sont rendus coupables depuis une dizaine d'années. Le député de Bongouanou évoque également les nombreuses « suspicions de détournement de ressources du "Fonds de Réserves" » qui n'ont jamais reçu de clarifications convaincantes et demande la mise en place d'une enquête parlementaire.

Correspondance à Abidjan, Bati Aboué

Presqu'un mois après son sévère réquisitoire contre les patrons du Conseil café-cacao, la filière qui gère la commercialisation de 40% de la consommation mondiale de l'or brun pour le compte de la Côte d'Ivoire, Affi N'guessan n'a toujours pas provoqué le moindre tsunami sous les pieds des Ivoiriens. Son courrier destiné au président de l'Assemblée nationale, Adama Bictogo, pour lui demander d'ouvrir une enquête parlementaire sur le bilan de ce conseil a d'ailleurs été très peu commenté dans la presse et l'opposition de gauche s'est gardée de reprendre son discours, de peur de lui donner plus de crédit.

Pourtant, depuis qu'une partie des planteurs ivoiriens a menacé de faire grève pour réclamer le relèvement du prix bord-champ qui n'était que de 1000 FCFA le kilogramme contre 5200 FCFA au Cameroun, 3000 FCFA à Madagascar et 4000 FCFA en Guinée à la même période, le tabou de la gestion prétendument vertueuse du Conseil, parce qu'il est essentiellement tenu par les Ado boys, est tombé. D'une part, parce que le gouvernement a finalement accepté de payer 1500 FCFA bord-champ, soit 50% d'augmentation et, d'autre part, parce que les planteurs ont maintenu la pression en réclamant un autre prix plancher d'au moins 2500 FCFA le kilogramme.

Les producteurs de cacao mis à l'écart

Dans la foulée, les syndicats de planteurs ont aussi réclamé le relèvement du différentiel de revenu décent (DRD) accordé aux coopératives à raison de 250 FCFA au lieu de 80 FCFA actuellement. Pour ces paysans, cette revalorisation s'impose parce que l'augmentation des prix du carburant et la dégradation avancée des pistes villageoises ont rendu plus onéreux le coût du transport, dénoncent-ils. Les fermiers ivoiriens réclament également la révision des textes régissant l'environnement et la gestion du Conseil café-cacao parce que, disent-ils, « nous cotisons et nous ne sommes pas dédommagés en cas de sinistre », d'une part, et parce que les



textes instituant l'interprofession qui devait permettre aux paysans de fixer eux-mêmes le prix du cacao n'ont jamais été appliqués, d'autre part. Ces mesures injustes qui perdurent depuis plus d'une décennie au sein de la filière révulsent le député de Bongouanou qui appelle à auditer le Conseil café-cacao à travers une enquête parlementaire. D'autant que les planteurs ivoiriens continuent de tirer le diable par la queue pendant que les revenus du Conseil ont augmenté de 52%, atteignant 5200 milliards en 2022 et 3420 milliards en 2023 en raison de la chute de la production de la campagne 2022-2023. Or, à ces différentes périodes, le planteur ivoirien aurait dû percevoir 1900 FCFA par kilogramme au lieu de 1000 FCFA et 3600 FCFA le kilogramme l'année suivante « parce que le cours du cacao sur le marché international a poursuivi sa marche haussière », écrit Affi N'guessan.

La chute des revenus des planteurs

La répartition des ressources du cacao décrit surtout un système inégalitaire avec un revenu des producteurs en net recul (-19,7%) par rapport aux dernières campagnes 2022-2023, passant de 1620 milliards F CFA à 1300 milliards F CFA, pendant que les ressources cumulées des autres acteurs de la filière progressent de +116%, passant d'environ 1800 milliards FCFA à 3900 milliards F CFA.

Et pendant que les planteurs ivoiriens continuent de perdre leur pouvoir d'achat, l'autre question qui se pose est celle de l'utilité du Fonds de Réserves. Initialement mis en place pour soutenir la compétitivité du prix bord-champ payé aux planteurs, ce fonds n'a jamais vraiment assuré les arrières des producteurs. Et encore moins pendant la hausse exceptionnelle des cours mondiaux du cacao, vu que les planteurs

ivoiriens étaient toujours rémunérés à 1000 FCFA le kilogramme du cacao avant l'augmentation intervenue au début de la campagne intermédiaire. Pourtant, le gouvernement n'a, depuis, cessé de s'autocongratuler en manipulant des syndicats de planteurs à sa botte.

Mais pour les syndicats tels que l'Anaproci et le Synapci, qui revendiquent 800.000 planteurs, « en dehors de ceux qu'on instrumentalise, la majorité des planteurs a décidé de ne pas cueillir le cacao » pendant cette campagne intermédiaire parce qu'ils « ne sont pas d'accord avec le prix de cacao bord champ de 1500 FCFA ». Ce dialogue de sourds entre les producteurs et le Conseil café-cacao est tout aussi révélateur de la mise à l'écart des planteurs. Au point même où le ministre de la tutelle, Etienne Adjoumani Kobenan se moque de la période de libéralisation où des planteurs parlant approximativement le français se permettaient d'aller discuter de la fixation des prix à Bruxelles.

Le coffre-fort du pouvoir

L'arrivée d'Alasane Ouattara au pouvoir, en avril 2011, dès la chute de Laurent Gbagbo, a en effet sonné le glas de la libéralisation de la filière qui en dépit de ses défauts était au moins aux mains des paysans. En effet

dès 2012, le président Ouattara a imposé une nouvelle réforme qui a abouti à la suppression des structures de régulation et à la concession de leurs missions au Conseil café-cacao dont la direction générale fut confiée à Massandjé Touré Litse, proche d'un Guillaume Soro qui était alors le chouchou du président puisque le chef rebelle était à la fois son Premier ministre et son ministre de la défense.

Originaire du nord de la Côte d'Ivoire, Manssandjé fut limogé le 1er août 2017 après des rumeurs de détournement du Fonds de Réserve qui n'ont jamais fait l'objet d'enquêtes. Elle a été remplacée par Yves Koné Brahima, un autre Ado boy originaire du nord de la Côte d'Ivoire. Car en mettant fin à la libéralisation, « l'Etat a pris la filière café-cacao en otage et la gère dans l'opacité totale, au détriment des producteurs, réduits à subir à chaque campagne des prix arbitraires », écrit Affi en enfonçant le clou.

Mensonge et incompétence

Or, la structure a montré, aux yeux du député de Bongouanou, son incompétence en matière de veille, de prévision et d'études prospectives puisque le Conseil « n'a pas permis d'anticiper la surproduction mondiale et de réguler la commercialisation du cacao ivoirien », dénonce Affi. Ce qui a eu pour conséquence de faire perdre « des dizaines de milliards de F CFA dans la suspension des ventes moins de deux mois après l'ouverture de la campagne » et de remettre en cause « la sécurité, la viabilité et la pérennité des mécanismes de régulation de la filière et de stabilisation des prix ».

La rédaction de Mondafrique-

L'OURS

Ozirix communication & conseils Chambre de commerce Pays-Bas Nr. 70687021TVA-UE: NL2244.33.106B02Compte bancaire IBAN NL88 TRIO 0391 2295 24 (Triodos Bank, Pays-Bas)
Email:Connectionivoirienne@gmail.com**Phones:** Abidjan 40 00 61 54 ou 47 12 15 10 Pays-Bas 0031 651832741 Notre équipeinfo@connectionivoirienne.net
Gbansé Douadé Alexis: Economie et Politique Directeur de la publication, cofondateurs.
Débailly:Politique : 01 40 00 61 54-07 77-48 97 65 - 07 47 12 15 10
Sylvie Kouamé : Économie et politique
Hervé Coulibaly : Intelligences et société
Liman Serge : Sports et culture
Maquetiste Ignace.Gballou : 07 58 16 20 73



Actue

Psgouv 2 Vaccination: 4 712 551 personnes vaccinées contre le PENTA 3, le tétanos, la rougeole et le cancer de l'utérus

Dans le cadre du Programme Elargi de Vaccination (PEV), 4 712 551 personnes ont été vaccinées contre le PENTA 3, le tétanos, la rougeole et le cancer de l'utérus de 2022 à 2023, dont 2 232 660 en 2022 et 2 479 891 en 2023. Ce, à la faveur de la mise en œuvre du deuxième Programme social du Gouvernement (Psgouv 2). 1 116 979 enfants ont été vaccinés avec le vaccin Penta 3, atteignant ainsi un taux de couverture vaccinale de 97%, 1 038 559 enfants de 0 à 11 mois ont été vaccinés contre la rougeole/rubéole, soit une couverture vaccinale de 93%. 429 254 filles de 9 ans ont été vaccinées avec le vaccin HPV1 pour la prévention du cancer du col de l'utérus, ce qui correspond à une couverture vaccinale de 73% et 933 661 femmes enceintes ont été vaccinées contre le tétanos, pour atteindre une couverture vaccinale d'environ 72%.

Le montant effectivement dépensé au titre de la vaccination à fin novembre 2023 s'élève à 6,4 milliards de FCFA.

CICG



L'Appel de l'ex-Première dame Simone Gbagbo à l'Union de la Gauche



L'ex-Première dame de Côte d'Ivoire, Simone Ehiwet Gbagbo, souligne l'urgence pour le gouvernement d'ouvrir le dialogue, à l'occasion de la 2^e édition de la Fête des libertés, tenue à Bondoukou (Est).

« Je lance un appel à l'union pour mener le combat des réformes électorales ; union de la gauche, union de toutes les forces vives

de la Nation. Cette dynamique doit s'engager dès maintenant. Unis, nous serons plus forts. Je le répète : unis, nous sommes plus forts », a déclaré Mme Simone Gbagbo.

Simone Gbagbo, présidente du Mouvement des générations capables (MGC), un parti de l'opposition, a relevé « l'urgence pour le gouvernement d'ouvrir des discus-

sions franches et inclusives avec l'opposition et les forces vives de la Nation en vue de trouver des réponses consensuelles pour des élections justes, inclusives et transparentes » avant la présidentielle ivoirienne d'octobre 2025. « Je persiste à dire que le système électoral actuel pose beaucoup de problèmes. Il n'est pas crédible (...) l'arbitre des élections n'est pas souverain », a-t-elle dit, en pointant la nécessité de reformer la Commission électorale indépendante (CEI) en sortant les partis politiques de ses organes.

« Il nous faut une CEI indépendante des partis politiques », a-t-elle insisté, lors de cette seconde édition de la Fête des libertés qui a mobilisé plusieurs partis politiques partenaires. Georges Ezaley, vice-président du PDCL (opposition), représentait le président de ce parti, Tidjane Thiam. « Le président du PDCL me charge de vous confirmer qu'il entend poursuivre les échanges avec vous pour travailler ensemble. Il est vital que la Côte d'Ivoire ait une opposition forte... Le PDCL soutient le MGC dans sa position sur la cartographie électorale », a-t-il avancé, assurant que le dia-

logue avec le MGC sera intensifié dans les semaines à venir. Présent, Charles Blé Goudé, président du Cojep, a déclaré que « je m'associe à cet appel. Vous devant nous à côté, nous sommes rassurés parce que celui qui a pour ami le singe, ne craint pas que sa canne soit bloquée dans les branches. Nous sommes avec vous ». Le FPI était représenté par Joseph Adahé Yao, le RPP par Boussou N'Da, le MFA par Konet Adama, le GPS par Yao Kouman et le Mouvement engagement citoyen de Côte d'Ivoire, par son président Ebrin Yao Rémi. ICONE, le parti politique créé par feu Jean-Yves Dibopieu, était lui aussi à cette célébration avec une délégation conduite par Yves Mayobo. La troisième édition de la Fête des Libertés se tiendra en 2025, à Abidjan. Pour la présidente de MGC, Simone Ehiwet Gbagbo, les populations vivant en Côte d'Ivoire doivent rebâtir l'harmonie entre elles afin de redémarrer l'œuvre de reconstruction qui passe par une réconciliation de la nation ivoirienne.

API/APA



La BCEAO est-elle habilitée à racheter pour 77 milliards de fcfa en titres publics du Niger



Selon un article publié par l'agence Ecofin le 04 Mai, et repris par plusieurs sites, la BCEAO s'apprête à racheter pour 77 milliards de titres publics du Niger, le 07 Mai prochain. Signalons que le pays avait fait défaut sur sa dette au lendemain des sanctions. Il a renoué avec les emprunts le 26 Avril, en mobilisant 457 milliards de FCFA sur 03 opérations différentes apprend-t-on. Selon l'article, l'opération de rachat vise les titres émis par le Niger, qui arrivent à échéance dans un délai compris entre 03 mois et 03 ans.

La BCEAO, suivant en cela l'approche de la BCE (la Banque Centrale Européenne), n'est pas autorisée à intervenir sur le marché primaire de la dette, c'est-à-dire qu'elle ne doit en aucun cas acheter des titres émis par un Etat membre. Car cela s'apparenterait à financer directement cet Etat, à faire tourner la planche à billet vis-à-vis de cet Etat. Cela est interdit. Par contre, peut-elle racheter des titres, c'est-à-dire acheter des titres déjà détenus par de premiers acquéreurs ? En d'autres termes, peut-elle intervenir sur le marché secondaire de la dette ? Les choses semblent un peu floues à

ce niveau. Cette opération semble être la première de ce type depuis la mise en place du marché sous régional de la dette en 2015.

Pour amener les banques à céder les titres nigériens qu'elles détiennent sans craindre de pertes, la BCEAO a précisé qu'elles peuvent céder ces titres «sans nécessité de réajustement à la baisse de leur valeur comptable», en d'autres termes ces titres seront rachetés par la BCEAO à la valeur comptable initiale si celle-ci est supérieure au prix de vente actuel, c'est-à-dire le prix du marché. L'objectif de la BCEAO on le voit, c'est de soulager le pays d'une partie de sa dette en la prenant à son compte en vue d'une restructuration future, donc permettre au pays de «souffler». En reprenant à son compte une partie de la dette nigérienne, l'institution est-elle dans son rôle ? Certes, il s'agit de titres de dettes dont le Niger devra s'acquitter, serait-on tenté de dire ? Mais est-ce à la BCEAO d'intervenir dans le fonctionnement normal du marché ? Pourquoi ne pas laisser cet Etat restructurer toute sa dette avec ses créanciers ? Est-ce à la BCEAO de le faire. On rappellera que dans le cadre de la crise de la dette de la Grèce, la restructura-

tion de la dette de ce pays avait été menée par la troïka FMI-UE-BCE. Ce n'est pas la BCE seule qui a pris à son compte cette opération. L'opération se serait apparentée à un financement direct de l'économie grecque, ce qui est interdit par les traités de cette institution. Il faut éviter ce genre « d'arrangements » dans la zone CFA. Les autres Etats pourraient aussi demander un traitement similaire, car la crise de la dette semble se profiler aussi à l'horizon pour eux. Ils pourraient s'appuyer sur ce précédent pour demander à l'institution de prendre à son compte une partie de leur dette, dette qu'ils vont plus tard restructurer avec elle. On ne sera pas loin de la « planche à billet ». La BCEAO doit éviter de financer directement les pays sous quelque forme que ce soit. Nous connaissons tous l'origine des difficultés actuelles du Niger. Ce pays avait une économie résiliente avec de bons indicateurs. Aujourd'hui cette économie est à terre pour les raisons que l'on sait. Il est normal que le marché de la dette sanctionne cette situation.

Douglas Mountain

Pour Sidi Touré “le libéralisme est la seule réponse crédible pour l'Afrique” alors que “la filière cacao” n'est pas libéralisée en Côte-d'Ivoire



PS. La filière café- cacao n'est pas libéralisée en Côte-d'Ivoire...l'Etat et les multinationales s'entendent sur un prix du kg de cacao, imposé aux paysans. L'eau et l'électricité, deux secteurs clés dans le vivre ensemble, restent aux mains de monopoles depuis plus de 30 ans. De quel libéralisme parle le ministre, ancien chef cab du PR Ouattara ? Juste quelques exemples entre le discours théorique trop souvent démagogique et la realpolitik. Le libéralisme est la seule réponse crédible pour l'Afrique (Sidi Touré) Au lancement officiel de « Abidjan, capitale mondiale du libéralisme » couplé avec l'ouverture de l'atelier régional des jeunes libéraux africains, lundi 6 mai 2024 à Abidjan, le président du conseil d'administration du Centre d'études prospectives (CEP), Sidi Touré, a estimé que le libéralisme est la seule réponse crédible pour l'Afrique. « J'ai été jeune, j'ai grandi

et je suis devenu adulte, mais je continue de croire que le libéralisme est la seule réponse crédible pour l'Afrique. Le libéralisme, est plus qu'une idéologie, c'est la réponse vraie à nos aspirations les plus profondes. C'est la liberté économique qui peut créer un environnement de confiance pour l'investissement des entrepreneurs », a indiqué M. Touré. Egalement ministre et membre du directoire du Rassemblement des Houphouëtistes pour la paix et la démocratie (RHDP, parti au pouvoir), il a ajouté que ce sont les libertés civiles et politiques qui nourrissent l'engagement citoyen et permettent à chaque individu de s'engager librement dans un parti politique ou une association, de s'exprimer, de partager ses opinions sans être inquiété. Le PCA du CEP s'est félicité de la désignation de la Côte d'Ivoire pour accueillir la série d'événements libéraux d'envergure internationale, qui lui confère le statut de « capitale mondiale » du libéralisme et des libéraux pour l'année 2024. « Cette distinction confirme le rôle de la Côte d'Ivoire comme un leader des valeurs libérales en Afrique et sur la scène mondiale. Sous la gouvernance du RHDP et du président Alassane Ouattara, notre pays a réalisé des progrès significatifs qui font d'elle un modèle », a-t-il indiqué. La Côte d'Ivoire va accueillir, entre autres, l'atelier de formation des Jeunes leaders africains de ALYF sur le thème « La démocratie libérale : bâtir des fondations solides » (6-8 mai 2024), le congrès mondial de la Fédération internationale des jeunes libéraux (IFLRY) (9-11 mai 2024), l'assemblée générale du Réseau libéral africain en septembre et le sommet RENEWPAC, du 1er au 3 décembre 2024. « Nous aurons plusieurs autres activités qui meubleront toute l'année 2024. Toutes ces initiatives variées et riches sont conçues pour toucher toutes les couches et segments de notre société afin de renforcer notre engagement envers le libéralisme et les libertés. Elles contribueront non seulement à dynamiser notre communauté politique et civile, mais aussi à mettre en lumière les progrès que la Côte d'Ivoire a réalisés sous la gouvernance libérale », a assuré le ministre. « Ces activités, par leur diversité et leur portée, rendront fière notre nation, démontrant au monde entier que la Côte d'Ivoire est un exemple vibrant que le libéralisme est efficace pour apporter progrès et innovation. Elles démontreront l'engagement de notre pays à promouvoir les idéaux de liberté, de justice et de développement économique, renforçant ainsi notre stature sur la scène internationale », a-t-il ajouté. La présidente du comité scientifique, Anne Désirée Ouloto, a souligné que ces rencontres visent à célébrer les valeurs libérales et l'impact positif du libéralisme sur la cohésion sociale. « Abidjan, capitale mondiale des libéraux en 2024 représente ainsi une occasion unique de réflexion, de dialogue et d'apprentissage autour des valeurs libérales, de la démocratie et du vivre ensemble. La Côte d'Ivoire se positionne fièrement comme un modèle de stabilité, de progrès et de succès grâce à son engagement envers les idéaux du libéralisme et de la liberté », a-t-elle exprimé. Pour elle, ce rendez-vous illustre bien la vitalité du libéralisme et son rôle dans la construction d'une société ouverte, inclusive et prospère, où les droits de l'Homme et le bien-être des populations sont au cœur des préoccupations. « À travers ce rendez-vous international, l'objectif est aussi de mettre en lumière les réussites du RHDP et du président Alassane Ouattara dans la transformation du pays », a-t-elle conclu.

(AIP)



Notre dignité avant tout



“**N**ous avons, quant à nous, un premier et indispensable besoin, celui de notre dignité. Or, il n'y a pas de dignité sans liberté, car tout assujettissement, toute contrainte imposée et subie dégrade celui sur qui elle pèse, lui retire une part de sa qualité d'Homme et en fait arbitrairement un être inférieur. Nous préférons la pauvreté dans la liberté à la richesse dans l'esclavage. Nous ne renoncerons pas et ne renoncerons jamais au droit légitime et naturel à l'indépendance.” C'est par ces mots que Sékou Touré, 36 ans, dit “non” au projet de constitution de la Ve République qui prévoyait que la Guinée et les autres colonies puissent entrer dans une Communauté où la France, sans le dire, continuerait de contrôler et d'exploiter les pays africains. Offusqué par le discours de Sékou Touré, le général de Gaulle quitta la salle sans son képi, refusa de manger avec le leader guinéen comme cela était prévu, ce 25 août 1958. Avant de prendre congé de la Guinée, de Gaulle fera néanmoins remarquer à ceux qui l'accompagnaient (Pierre Messmer et Bernard Cornut-Gentille) que la Guinée n'était pas indispensable à la France, qu'elle devait prendre ses responsabilités et que la France n'avait plus rien à y faire. La France plia bagage effectivement le 29 septembre 1958 mais ne tarda pas à faire tout ce qui était en son pouvoir pour isoler et anéantir économiquement la Guinée. Fort heureusement, des panafricanistes comme Harris Memel Fotê, Joseph et Jacqueline Ki-Zerbo, Kapet de Bana acceptèrent de voler au secours de la Guinée. Ce rôle nocif de la France, les journalistes et historiens africains doivent l'enseigner partout à la jeunesse africaine. Assimi Goïta, Ibrahim Traoré et Abdourahamane Tiani ont repris le combat pour la dignité commencé par Sékou Touré et d'autres. C'est tout à leur honneur. Ayant entendu les propos décalés et nauséabonds du général français François Lecointre, ils trouveront certainement les moyens d'empêcher la recolonisation militaire de l'Afrique par l'Europe dans les dix prochaines années.

Jean-Claude Djéréké



Par Vagoné Dry-Bi
Avec africanewsquick.net

Accusé de Trafic de drogue: Le colonel Kakou Brou (Rhdp) annonce une plainte contre le SG de la FESCI

Le député de Dandji, sous-préfecture d'Ayamé (située dans la région d'Aboisso), l'honorable Kakou Brou dit Maréchal KB, sort de son silence pour s'apprêter à porter plainte contre le secrétaire général de la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI), Sié Kambou. Dans un entretien accordé, ce mardi 7 mai 2024, l'homme qui est par ailleurs Colonel au sein de la Police Maritime ivoirienne entend répondre par cette action judiciaire à une accusation portée contre sa personne relative à un prétendu trafic de drogue s'opérant sur les espaces scolaires et universitaires de la Côte d'Ivoire. En effet, l'accusation formelle mentionnant le nom de l' élu nommé récemment Secrétaire national chargé des syndicats et organisations socioprofessionnelles et patronales du RHDP a été faite par le leader de la structure d'élèves et d'étudiants, le vendredi 3 mai dernier, à l'occasion de l'investiture du nouveau secrétaire général de la section FESCI-Cité Mermoz. Cette autre sortie médiatique a été l'occasion pour Sié Kambou de revenir sur le différend qui l'oppose au député RHDP, Kakou Brou, qu'il accuse de vouloir attenter à sa vie pour une histoire de drogue. Pour être plus clair, le nouveau secrétaire général de la FESCI, Sié Kambou, élu au 12ème congrès ordinaire les 29 et 30 décembre 2023, dit être sous une menace permanente du député KB. Le successeur d'Allah Saint Clair dit Makélélé, Sié entend s'attaquer durement pendant son mandat aux causes profondes beaucoup nuisibles en milieu étudiant et scolaire qui sont la drogue, la violence et la prostitution, dit être opposé à la volonté du maréchal KB, «un député de la nation qui ignore qu'il n'est plus étudiant». «Le député Kakou Brou dit Maréchal KB veut contrôler la FESCI. Il a ses espions partout dans nos activités. Il mobilise les badauds dans la rue pour s'attaquer aux résidences universitaires. J'ai des enregistrements audios qui le prouvent », avait déclaré Sié Kambou. Et de renchérir : “Il dit que moi Kambou, je ne vais pas faire six mois à la tête de la FESCI comme s'il est Dieu. Un leader fallacieux qu'il soit. Celui qui me respecte aura mon respect. Ce que fait le maréchal KB est grave. Quelqu'un qui mobilise des gens pour attenter à la vie d'un secrétaire général de la FESCI”. Perçu officiellement dès lors comme l'opposant N°1 du nouveau secrétaire général national de la FESCI investi le 16 février 2024, l'honorable Kakou Brou a été contacté pour avoir sa version des faits. Un entretien au cours duquel, le Maréchal KB dit n'être pas concerné par toutes ces accusations qu'il qualifie de non fondées portées à son encontre. Il invite même Sié Kambou à s'adresser à la justice s'il dispose des preuves de ses accusations. “C'est lui, le vrai vendeur de drogue. Je ne me sens pas concerné par ces accusations. Comme il dit qu'il a des preuves qui m'accablent, alors qu'il s'adresse à la police ou bien qu'il aille à la justice», a réagi l' élu de Dandji. Et de poursuivre: “J'ai échangé à ce sujet avec mon conseil d'avocats qui s'apprête à porter plainte pour diffamation”. Toutefois, les menaces de porter plainte contre un tel ou tel sont fréquentes dans la vie politique et syndicale du pays. Sauf que si elles ont parfois été matérialisées, les affaires n'ont jamais connu de véritables suites judiciaires en raison de plusieurs tractations pour régler les contentieux à l'amiable.



Inter

RTS,S - AS01E devient le tout premier vaccin antipaludique autorisé au monde

Dans une étude récente, les auteurs présentent une évaluation de la faisabilité, de la sécurité et de l'impact du RTS,S au Ghana, au Kenya et au Malawi.

Le vaccin antipaludique RTS,S/AS01E (RTS,S) a été introduit dans les programmes nationaux de vaccination du Ghana, du Kenya et du Malawi en 2019, dans le cadre de projets pilotes à grande échelle. L'objectif recherché était de répondre à des interrogations sur la faisabilité et l'impact, et d'évaluer les signaux de sécurité observés dans l'essai de phase 3, qui incluent un excès de cas de méningite et de paludisme cérébral chez les receveurs du RTS,S, et la possibilité d'un excès de décès chez les filles qui ont reçu RTS,S que chez les témoins en bonne santé, pour éclairer les décisions concernant une utilisation plus large. Au 30 avril 2021, 652 673 enfants avaient reçu au moins une dose de RTS,S et 494 745 enfants avaient reçu trois doses. La couverture de la première dose était de 76 % au Ghana, 79 % au Kenya et 73 % au Malawi, et la couverture de la troisième dose était de 66 % au Ghana, 62 % au Kenya et 62 % au Malawi. 26 285 enfants âgés de 1 à 59 mois ont été admis dans des hôpitaux sentinelles et 13 198 décès ont été signalés grâce à la surveillance de la mortalité. Parmi les enfants éligibles pour avoir reçu au moins une dose de RTS,S, il n'y avait aucune preuve d'un excès de cas de méningite ou de paludisme cérébral dans les zones de mise en œuvre par rapport aux zones de comparaison (admission à l'hôpital pour méningite : IRR 0,63 [IC 95 % 0,22-1,79] ; hospitalisation



pour paludisme cérébral : IRR 1,03 [IC à 95 % 0,61-1,74]). L'impact de l'introduction du RTS,S sur la mortalité était similaire pour les filles et les garçons (taux de mortalité relative 1,03 [IC à 95 % 0,88-1,21]). Parmi les enfants éligibles à trois doses de vaccin, l'introduction du RTS,S a été associée à une réduction de 32 % (IC à 95 % : 5 à 51 %) des hospitalisations pour paludisme grave, et à une réduction de 9 % (IC à 95 % : 0 à 18 %) des mortalités toutes causes confondues (hors blessures).

Au cours des deux premières années de mise en œuvre du RTS,S, les trois doses primaires ont été efficacement déployées dans le cadre des programmes nationaux de vaccination. Il n'y avait aucune preuve des signaux de sécurité observés lors de l'essai de phase 3, et l'introduction du vaccin a été associée à une réduction substantielle des hospitalisations pour paludisme grave. L'évaluation se poursuit pour évaluer l'impact de quatre doses de RTS,S.

RTS,S - AS01E devient le tout premier vaccin antipaludique autorisé au monde



En visite de travail en Côte d'Ivoire les 2 et 3 mai 2024, le Vice-président de la Banque Européenne d'Investissement (BEI), Ambroise Fayolle s'est félicité de la construction du Poste 225/90/15kV d'Abobo, projet qui a nécessité un investissement de l'ordre de 77 milliards FCFA de la BEI. Selon le Vice-président Ambroise Fayolle, en visite sur les installations du poste énergétique 225/90/15kV le 2 mai 2024, ce projet traduit le dynamisme de la coopération entre la Côte d'Ivoire et la BEI dans le secteur énergétique au bénéfice des populations. "L'amélioration du réseau électrique, de l'accès à l'électricité des populations ivoiriennes est une priorité pour l'Union européenne. On est très heu-

reux d'accompagner la Côte d'Ivoire dans cette amélioration qu'on sent au quotidien. C'est un très gros projet, de l'ordre de 77 milliards FCFA et nous sommes satisfaits de la manière dont ce projet a été mis en œuvre", a déclaré Ambroise Fayolle. Il a en outre indiqué que la BEI poursuit les discussions avec les autorités ivoiriennes en vue d'améliorer davantage la qualité de l'électricité et du réseau électrique en Côte d'Ivoire. Au nom du ministre Mamadou Sangafowa-Coulibaly, ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, Souleymane Soro, Directeur de Cabinet dudit ministère, a salué la bonne collaboration de la Côte d'Ivoire avec l'Union européenne, à travers sa

banque d'investissement. Cette visite sur le site du poste énergétique 225/90/15kV d'Abobo a permis au directeur central de l'exploitation et des travaux à Côte d'Ivoire Energies (CI ENERGIES), Djaha Kouadio, de présenter les projets en cours également financés par la BEI. Il s'agit du programme WASUMA (Sun and water alliance) d'un montant de 204 milliards FCFA qui soutiendra la réhabilitation de centrales hydroélectriques (Ayamé, Kosou, Taabo, Buyo et Fayé), soit 604 MW, la construction de centrales solaires d'une capacité totale de 80 MW à proximité des barrages de Soubré et de Gribo-Popoli. La BEI est présente sur un autre projet pour la consolidation du réseau ivoirien de transport d'énergie, à travers la construction de la Dorsale 400 kV de l'Est, qui partira d'Anyama, en passant par Daoukro, Sérébou et Ferkéssédougou. Cette nouvelle artère, permettra de réduire le temps de coupure d'électricité en Côte d'Ivoire. Le troisième projet dans lequel la BEI est engagée, est relatif au renforcement de l'interconnexion Côte d'Ivoire-Ghana. Ce projet qui a été suspendu sera relancé et sa mise en service est annoncée pour 2028. Notons que la Banque Européenne d'Investissement, avec le projet ENERGOS 1, a permis de construire le nouveau dispatching national de Yamoussoukro.

CICG



Inter

La Sté islamique d'assurance des investissements et crédits à l'export (SIACE) et la Deutsche Bank s'associent pour la santé en Côte d'Ivoire



La Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE) (<http://ICIEC.IsDB.org>), assureur multilatéral conforme à la Charia, et membre du Groupe de la Banque Islamique de Développement (BDI), a le privilège d'annoncer un accord d'assurance de grande importance avec la Deutsche Bank AG. Ce partenariat a été scellé avec la signature d'une police d'assurance contre le non-respect des obligations financières souveraines (NHFSO) lors des assemblées annuelles 2024 du Groupe de la BID à Riyad. L'accord a été formalisé par les signatures du PDG de la SIACE, M. Oussama Kaissi, et de Mme Irina Dudkina, responsable de la structuration à la Deutsche Bank. La police d'assurance NHFSO a facilité un financement de 161,4 millions d'euros de la part de la Deutsche Bank à l'intention du gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, représenté par son ministère de l'économie et des finances. Ce financement stratégique est destiné à la construction de nou-

veaux hôpitaux généraux et régionaux dans les villes de Kong et d'Odienné, renforçant ainsi considérablement l'infrastructure du système de santé en Côte d'Ivoire. Le PDG de la SIACE, M. Oussama Kaissi, a souligné que "le partenariat avec la Deutsche Bank représente une avancée importante dans le domaine de la santé pour la Côte d'Ivoire. Ce financement stratégique facilitera le développement des infrastructures essentielles et renforcera la résilience sanitaire de la région, illustrant l'engagement de la SIACE à promouvoir le développement durable à travers des collaborations à impact réel." Cette initiative s'inscrit dans une plus large stratégie de la SIACE, ayant pour objectif de soutenir des projets essentiels d'infrastructures sociales, visant à promouvoir le développement durable et à rehausser la qualité de vie des communautés de ses pays membres grâce à des établissements médicaux de haut-niveau. Distribué par APO Group pour Islamic Corporation for the Insurance of Investment and Export Credit (ICIEC).

Mandat d'arrêt contre Nétanyahou... La CPI met en garde contre toute entrave à la justice (Le Monde)

En réaction aux manœuvres d'Israël, le procureur de la CPI met en garde contre toute entrave à la justice. Depuis plusieurs jours, le premier ministre de l'Etat hébreu, Benyamin Nétanyahou, qui redoute d'être placé sous mandat d'arrêt, exhorte ses alliés à faire pression sur la Cour pénale internationale de La Haye. Ce ne sont pas des mandats d'arrêt, mais c'est un communiqué cinglant qu'a émis, vendredi 3 mai, le procureur de la Cour pénale internationale (CPI). Dans ce texte, Karim Khan demande que « toutes les tentatives visant à entraver, à intimider ou à influencer » les employés de son bureau « cessent immédiatement ». L'admonestation vise le premier ministre israélien et ses alliés. Inquiet que la Cour ne place sous mandat d'arrêt plusieurs hauts responsables de l'Etat hébreu, dont lui-même, potentiellement, Benyamin Nétanyahou exhorte depuis plusieurs jours ses partenaires occidentaux à exercer des pressions sur l'institution. Évoquant des menaces contre celle-ci et ses fonctionnaires, le bureau du procureur signale que, « même sans suite, [les menaces] peuvent constituer une infraction contre l'administration de la justice ». Le code pénal de la CPI «interdit l'intimidation



et le trafic d'influence, que ce soit par la contrainte ou la persuasion», explique encore le communiqué. Les entraves à la justice sont punies par la Cour d'une peine de cinq ans d'emprisonnement assortie d'une amende. De bonne source, on précise que le procureur doit très prochainement déposer

ses demandes de mandat d'arrêt sur le bureau des juges. Cette étape était initialement prévue cette semaine, mais elle a été reportée. Les trois juges devront examiner les preuves jointes au dossier avant de valider ou de rejeter les demandes.

(...)

LA LAGUNE POUR SEUL VIS À VIS ?



DDARTEMENTS /

